

# LA CÉLÉBRATION PUBLIQUE DE L'INDÉPENDANCE

Discours prononcé à Brazzaville le 15 Août 1960

par Monsieur MALRAUX, Ministre d'Etat

—oOo—

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Cette nuit, a retenti la salve solennelle qui salue l'indépendance des peuples, et qui retentira dans la mémoire de vos enfants, comme celles qui saluaient jadis la naissance des rois...

Voici donc l'un des plus grands jours qu'ait connus votre histoire, un jour d'autant plus émouvant pour nous, que le destin de l'Afrique Equatoriale d'hier et celui de la France Libre se sont accomplis côte à côte. Brazzaville, vous a dit le Général de Gaulle, fut un des hauts-lieux de la France Combattante. Hier, le Président de la République du Congo et moi sommes allés déposer une gerbe au pied du monument Félix-Eboué, qui sut unir sa fidélité à la plus féconde confiance dans les qualités africaines ; au pied du monument de Brazza, qui affirmait avec un espoir souvent trompé, que quiconque toucherait son drapeau deviendrait un homme libre... La radio vous l'a dit cette nuit : pour chacun de ces deux morts exemplaires et fraternels dont le dialogue préfigure le nôtre, c'était une gerbe en forme de « V » la Victoire et la Croix de Lorraine et comme chaque fois, il n'y avait qu'une gerbe, le Président de la République du Congo tenait l'une de ces branches, l'envoyé du Général de Gaulle tenait l'autre...

Il convient de parler ici sans équivoque. L'ère coloniale à laquelle vous avez fait allusion, Monsieur le Président,

avec une dignité de Chef d'Etat qui n'oubliait ni le souvenir de ce que vous avez noblement appelé la dot de fiançailles que vous apportèrent les meilleurs des nôtres, ni la fidélité à la douleur, est désormais révolue. Ni vous ni moi n'avons fait l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais dans la mesure — et vous savez qu'elle est grande ! — où le Général de Gaulle a fait notre histoire commune, c'est bien en ce jour

d'indépendance que nous devons crier qu'ici elle n'a jamais été une autre histoire que celle de la fraternité : le Général de Gaulle est venu à Brazzaville pour y proclamer une Charte des Droits des Peuples Africains, il y est revenu pour y proposer la Communauté, et j'y suis aujourd'hui en son nom pour y fêter l'indépendance. Quelles qu'aient été, dans le monde entier — et pendant tant d'années ! — les conditions quelquefois affreuses de l'histoire, la France peut être fière au moins de ce matin historique : pour vous, pour nous, pour le monde, il couronne nos rendez-vous de l'espoir et de la liberté.

Qu'il me permette donc de m'adresser d'abord à vous, Messieurs les Membres du Gouvernement et de l'Assemblée, avant de m'adresser à tous.

L'espoir est un des mots les plus exaltants de l'histoire, parce que l'histoire est faite, entre autres choses, d'une succession de terres promises. Mais pour que les promesses soient tenues, pour qu'il demeure, de l'indépendance, autre chose que le souvenir de jours d'enthousiasme — car il existe maintes formes de dépendance, même dans l'indépendance... — il n'est qu'un recours : l'Etat. Lénine mourant retrouve les rois de Babylone, César, Charlemagne, Cromwell, Richelieu, Saint-Just et Napoléon : « Il n'est pas une révolution, dit-il, qui n'ait renforcé le pouvoir de l'Etat ». Les nations ont inventé bien des formes d'Etat, depuis les théocraties de l'Ancien Orient jusqu'aux Etats totalitaires ; mais l'histoire des Etats faibles a toujours été celle des nations condamnées. Et ne croyons pas que la force de l'Etat se confonde avec celle de l'économie. Rome était moins riche que Carthage ; les Mongols étaient démunis lorsqu'ils conquièrent l'Asie — et nous pourrions penser à quelques Etats contemporains... — La France vous lègue des organisations économiques, administratives, financières, mais s'il n'y a pas d'Etat, de telles organisations, elles ne suffisent pas à faire un Etat. Celles-ci furent au service de l'Etat français, parfois assez noblement. Les voici au service de la République du Congo : ce n'est pas un transfert d'attributions, c'est un transfert de destin. Elles vont devenir les instruments d'une volonté nationale dont la charge vous incombe : une part du destin de la nouvelle

Afrique, et par là, peut-être, du destin du monde. Et beaucoup d'Etats nouveaux croient que leur destin se confond avec leur intérêt. Mais s'il est enfantin de croire que les Etats ignorent leurs intérêts, tous les Etats qui ont soumis leur destin à leurs seuls intérêts ont été — depuis Carthage... — condamnés à mort. L'histoire prochaine de l'Afrique sera, vous le savez bien, celle de ses Etats. Il est pourtant déjà clair qu'elle ne sera pas celle de la victoire des Etats qui auront soumis leur volonté à leurs intérêts, mais leurs intérêts à leur volonté.

Vous voici donc, Messieurs, en face du problème millénaire que pose l'histoire à ceux qui reçoivent « le triste et fier honneur » de la faire. Vous voici en face de l'indépendance. J'ai connu de grandes heures de la joie africaine,

l'anniversaire de vos Républiques dans l'exaltation et dans les danses, avec l'enthousiasme saccadé des tam-tams l'heure éclatante qui fera dire plus tard, dans les temps de détresse : « Les nôtres ont un jour vécu selon leur cœur ».

Selon votre cœur et selon le nôtre...

Vous savez que sur toutes les routes des croisades, on trouve les tombes des chevaliers français et de la piétaille française ; sur toutes les routes de la Révolution, les tombes des soldats de la République. Mais sur la route unique de la libération de la France, sur la route si longue qui va de Koufra à Bir Hakeim, de Brazzaville au Danube, on trouve des tombes des soldats de notre Afrique commune, celles d'hommes dont nul ne connaît le nom ni la race, car Blancs et Noirs étaient partis ensemble comme ils sont morts ensemble — comme les derniers d'entre eux sont morts quand ils combattèrent avec le Général Leclerc, puis avec moi. Parce qu'ils espéraient que nous ferions ensemble, ici, ce que nous faisons aujourd'hui ; que la France tiendrait la promesse pour laquelle elle répondait alors à la terrible promesse silencieuse de la mort.

La France renaissante que tant de ses amis d'hier osent ne juger que sur le drame algérien, la France qui vient de proclamer treize indépendances qui ignorent l'amertume et le sang, la France tient aujourd'hui cette promesse, et, retrouve dans votre joie sa tradition séculaire.

Je vous en fais témoins dans ce matin historique, soldats de cette terre mêlés dans vos tombes incertaines, mes compagnons de combat d'hier qui serez peut-être mes compagnons éternels. Et c'est en votre nom peut-être oublié que je dis au Président de votre première République souve-

raine : « Ce qui est tenté ici, grâce à tant de souvenirs fraternels qui ont effacé les autres, grâce à vous, Monsieur le Président, grâce au Général de Gaulle, est un enjeu du destin du monde ». C'est pourquoi je vous souhaite avec confiance, du plus profond du cœur, l'Etat qui assumera notre espoir. En ce temps où l'appel à la liberté a si souvent la couleur du sang, salut, République du Congo dont l'espoir est le nôtre !

Vous connaissez tous l'insigne de notre drapeau commun, où une main africaine serre une main française. Monsieur le Président, donnez-moi votre main : elle a serré pour la première fois celle du Général de Gaulle il y a bien longtemps — et devant l'histoire, je suis heureux que ce soit la vôtre.